

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-45 à L.153-48 et R153-20 et R153-21 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du Conseil municipal le 30 mai 2011 ;
Vu la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du Conseil municipal le 19 septembre 2013 ;
Vu la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du Conseil municipal le 18 septembre 2014 ;
Vu les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du Conseil municipal le 25 juin 2015 ;
Vu la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du Conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;
Vu la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;
Vu les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du Conseil de territoire le 20 mars 2017 ;
Vu la modification simplifiée n°6, approuvée par délibération n°94 du Conseil de territoire le 3 juillet 2017 ;
Vu la modification simplifiée n°7, approuvée par délibération n°13 du Conseil de territoire le 9 avril 2018 ;
Vu la modification simplifiée n°8, approuvée par délibération n°10 du Conseil de territoire le 1^{er} mars 2021 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;
Vu la mise à jour n°1 par arrêté n°2021-015 du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol le 28 octobre 2021 ;
Vu l'arrêté n°2022-018 du 04 août 2022 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°2 du PLU de Tremblay-en-France ;
Vu la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol et la délibération n°03 du 13 février 2023 actant du débat sur le PADD du PLUi.

CONSIDERANT la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris assuré par la Société du Grand Paris (SGP).

CONSIDERANT que l'emplacement de certains ouvrages de la ligne 17, et des travaux qui y sont liés, ont évolué depuis le décret ministériel du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord.

CONSIDERANT que la Société du Grand Paris a sollicité l'EPT et la commune de Tremblay-en-France afin de prendre en compte ces évolutions et de procéder à des ajustements du PLU, les travaux devant débiter avant l'approbation du PLUi prévue fin 2024.

CONSIDERANT la nécessité, pour la réalisation de la ligne 17 Nord, que la Société du Grand Paris puisse installer temporairement des installations classées protection de l'environnement (ICPE) en secteur Uec et en zone 1AUZ.

CONSIDERANT la nécessité de mentionner expressément l'autorisation de l'implantation des ICPE nécessaires à la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris dans le règlement en zones Uec et 1AUZ.

CONSIDERANT la nécessité d'actualiser certains emplacements réservés.

CONSIDERANT que les modifications projetées n'ont pas pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser
- Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du code de l'urbanisme.

CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification simplifiée telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

- ARTICLE 1** Il est prescrit la procédure de modification simplifiée n°9 du PLU de la commune de Tremblay-en-France.
- ARTICLE 2** Le projet de modification simplifiée n°9 du PLU a notamment pour objectifs de :
- Permettre la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris en modifiant le règlement des zones Uec et 1 AUZ pour autoriser l'installation temporaire d'ICPE.
 - Actualiser certains emplacements réservés.
- ARTICLE 3** Le projet de modification simplifiée n°9 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Monsieur le Maire de Tremblay-en-France.
- ARTICLE 4** Le projet de modification simplifiée fera l'objet d'une mise à disposition du public pendant un mois conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme.
- ARTICLE 5** A l'issue de la mise à disposition, le président de l'EPT Paris Terres d'Envol présentera le bilan devant le Conseil de Territoire, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivé.
- ARTICLE 6** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Tremblay-en-France pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :
- A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
 - A la mairie de Tremblay-en-France
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 16 mars 2023

Le Président



Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture 093-200058097-20230413-2023-005b-AU Date de télétransmission : 13/04/2023 Date de réception préfecture : 13/04/2023
--